Fondation Jean Jaurès

Démocratie

VOTE RASSEMBLEMENT NATIONAL : COMMENT CASSER LA DYNAMIQUE ?

Bassem Asseh, Adélaïde Zulfikarpasic

12/09/2024

Le Rassemblement national ne cesse de progresser. Comment comprendre les ressorts de cette dynamique ? Et pour la gauche, comment l'enrayer ? À partir des résultats d'une enquête menée par BVA Xsight pour la Fondation, Bassem Asseh, premier adjoint à la maire de Nantes, co-directeur de l'Observatoire de l'efficacité de l'action publique de la Fondation, et Adélaïde Zulfikarpasic, directrice générale de BVA Xsight, dégagent des pistes pour que la gauche puisse reconquérir les classes populaires.

Les résultats de l'enquête

En deux ans, le Rassemblement national (RN) a plus que doublé son résultat en nombre de voix. Lors du premier tour des élections législatives de 2022, le RN atteint déjà le chiffre très élevé de 4,2 millions de voix. Même échéance électorale, deux ans plus tard, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale : 10,6 millions de voix pour le RN et ses alliés, qualifiés au second tour dans presque 300 circonscriptions (avec, toutefois, une participation en hausse de près de 20 points). Cette évolution est aussi à comparer aux 8,1 millions de voix obtenues par Marine Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

Le Rassemblement national ne cesse de progresser. Et comme le soulignait Antoine Jardin dans une note de la Fondation Jean-Jaurès, il s'agit là d'une « dynamique profonde de la progression durable du RN qui s'inscrit en effet dans un processus de temps long dont on peut distinguer deux composantes [...] : l'évolution de la communication, du message porté publiquement par l'extrême droite et la fragilisation persistante des classes moyennes, et plus particulièrement des segments les moins diplômés et les plus éloignés des grands pôles de ces classes moyennes ».

Pour éclairer les ressorts de cette dynamique, comprendre si elle peut se poursuivre et surtout suggérer des pistes d'actions notamment pour la gauche, la Fondation Jean-Jaurès a mené une étude[1] réalisée par BVA Xsight auprès de 1 000 Français entre les 29 juillet et 5 août 2024.

Le RN, encore des marges de progression devant lui en termes électoraux

Le premier enseignement de cette étude est particulièrement inquiétant mais reflète l'évolution récente du poids du RN évoquée ci-dessus. Si 40% des personnes interrogées se coalisent pour affirmer qu'elles ne voteront jamais pour le RN, 42% du même échantillon[2] affirment au contraire qu'ils pourront voter pour le RN à l'avenir (33% l'ont déjà fait et sont prêts à le refaire, et 9% n'ont pas voté pour le RN précédemment mais sont prêts à le faire à l'avenir). En observant de plus près le bloc de 42% de ceux qui sont prêts à voter RN, on notera que les hommes et les catégories populaires sont majoritaires : dans les 33% ayant déjà voté pour le RN, les hommes sont 37%, les ouvriers 41%, les détenteurs d'un diplôme inférieur au baccalauréat 42% et ceux dont les revenus sont inférieurs à 2 500 euros/mois sont 42%. On retrouve ainsi le socle électoral traditionnel du RN même si ces dernières années ont été marquées par une porosité croissante de l'ensemble des catégories de la population et notamment des femmes (avec la fin du « gender gap ») et des cadres, qui sont près d'un quart à avoir voté pour un candidat RN au premier tour des dernières législatives[3]. La marge de progression du RN semble surtout se trouver chez les personnes de 65 ans et plus et chez les sympathisants Les Républicains (LR), dans la continuité d'un mouvement observé depuis quelques élections. Alors qu'une partie des plus de 65 ans et une partie des sympathisants LR ont déjà effectué cette bascule, ce sont respectivement 15% et 28% d'entre eux qui déclarent n'avoir jamais voté pour ce parti mais qui pourraient voter pour lui dans le futur.

Si l'on regarde de plus près les 40% d'opposants absolus au vote RN (c'est-à-dire ceux qui répondent qu'ils n'ont jamais voté pour le RN et qu'ils ne pourront jamais voter pour lui dans le futur), on constate qu'il s'agit de professions intermédiaires à hauteur de 50%, 49% de CSP+ et très majoritairement sympathisants du centre et de la gauche. Et s'agissant des raisons de leur opposition absolue au RN, c'est d'abord l'incompatibilité avec les valeurs qu'ils citent en premier (à hauteur de 67% de l'échantillon), en particulier les sympathisants de gauche (75%).

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Un parti qui semble avoir prospéré sur l'incapacité des autres partis à répondre aux préoccupations des Français…

Quand on interroge les Français sur les raisons (selon eux) de la progression du RN ces dernières années, c'est la déception vis-à-vis des autres partis ayant gouverné qui arrive assez nettement en premier (50% citent cela), suivie de « la façon dont Emmanuel Macron gouverne depuis 2017 » (38%) puis du fait que le RN soit le « seul parti qui n'a jamais exercé le pouvoir » (29%). À noter que parmi les raisons de légitimation du vote RN selon les Français interrogés, est aussi souligné le fait que « c'est un parti qui a su changer au fil des années » (22%) et que « c'est le parti qui comprend le mieux les préoccupations quotidiennes des Français » (22% également).

En étudiant les raisons de la progression du RN selon les proximités partisanes, on note que, pour les sympathisants de la gauche, c'est d'abord la déception vis-à-vis des partis ayant exercé le pouvoir par le passé (52%) et plus spécifiquement la façon de gouverner d'Emmanuel Macron ces dernières années (50%) qui sont mises en avant pour expliquer cette ascension. Raisons identiques pour les sympathisants LR, mais auxquelles s'ajoutent aussi (42%) le changement qu'a su opérer le RN (ce qui explique sans doute le potentiel de vote RN qui existe aujourd'hui chez les sympathisants LR ainsi que la bascule déjà opérée lors des derniers scrutins par une partie de ces électeurs, qui sont par exemple 27% à avoir voté pour un candidat du RN ou LR soutenu par le RN lors du premier tour des dernières législatives mais qui étaient déjà 18% à avoir voté pour Marine Le Pen lors du premier tour de la présidentielle de 2022[4]). Pour les sympathisants RN eux-mêmes, la raison qui est la plus mise en avant pour expliquer la progression du RN ces dernières années, c'est que « c'est le parti qui comprend le mieux les préoccupations quotidiennes des Français » (55%) et « c'est le parti qui défend le mieux le mode de vie des Français » (50%).

L'étude permet aussi d'identifier les partis perçus comme ayant favorisé la progression du RN ces dernières années. Pour les Français, c'est le parti présidentiel qui arrive en premier (29%), suivi par La France insoumise (LFI) (22%), les autres partis étant très loin derrière ces deux-là. À noter que 18% des répondants mettent la responsabilité de cette progression sur l'ensemble des partis.

Alors que le parti présidentiel arrive en tête sur cette question et que 38% des Français pointent du doigt la responsabilité d'Emmanuel Macron lui-même (et plus particulièrement les sympathisants de gauche, qui citent cette raison à hauteur de 50%), faut-il en déduire que la gauche est exempte de toute responsabilité ? Rien n'est moins sûr.

… et notamment sur l'incapacité de la gauche à convaincre les classes populaires

Certes, à la question de savoir quelle formation politique a le plus contribué à la progression du Rassemblement national ces dernières années, seuls 7% des Français citent le Parti socialiste (PS) et 3% Les Écologistes (en plus des 22% qui citent LFI). Mais pour autant, lorsqu'on essaye de comprendre plus en profondeur les raisons du succès du RN, notamment auprès des classes populaires qui votent désormais très majoritairement pour ce parti, quel que soit le scrutin, et constituent son socle électoral, la gauche apparaît très largement responsable.

S'agissant des raisons pour lesquelles la gauche dans son ensemble n'arrive pas à convaincre les catégories populaires, 33% des personnes interrogées dans notre enquête soulignent ainsi le fait que « la gauche a déçu lorsqu'elle était au pouvoir ». Niveau élevé si l'on se souvient que la gauche n'est plus au pouvoir depuis plus de sept ans. En deuxième position *ex-aequo* à hauteur de 28%, les répondants soulignent que « la gauche est déconnectée des classes populaires » et que « la gauche ne parle pas suffisamment de sécurité » tandis que 27% soulignent que « la gauche ne parle pas suffisamment d'immigration ». Ces résultats font écho à un constat dressé dans une note publiée il y a quelque temps par la Fondation Jean-Jaurès, qui mettait en exergue le hiatus entre une préoccupation de plus en plus marquée pour le sujet de l'immigration, y compris chez les sympathisants de gauche, et une absence de réponse politique par les responsables politiques de gauche (avec par exemple ce résultat : près d'un sympathisant de gauche sur deux (48%) déclarait dans cette étude en février 2023 qu'il y avait trop d'immigrés en France aujourd'hui, soit +21 points depuis 2018).

D'un côté, donc, un RN perçu par ses électeurs comme celui qui comprend le mieux les préoccupations des Français. De l'autre, une gauche qui apparaît en déconnexion avec les classes populaires et ne s'emparant pas des sujets qui comptent pour elles.

S'agissant des raisons citées par les Français quant à l'incapacité de la gauche à convaincre les catégories populaires, le « top 4 » des raisons restent identiques quelle que soit la proximité partisane des personnes interrogées. À noter cependant que deux raisons qui auraient pu être *a priori* considérées comme importantes ne sont pas massivement citées : « la gauche ne parle pas suffisamment de pouvoir d'achat » et « la gauche ne parle pas suffisamment de laïcité » sont à respectivement 15% et 8% chez les sympathisants de gauche et 12% et 11% chez les sympathisants du RN. Mais ces résultats peuvent aussi s'expliquer par le sentiment que la gauche aborde (un peu ou suffisamment) ces sujets (de pouvoir d'achat et de laïcité) alors qu'elle ne parle pas suffisamment d'immigration et de sécurité. Chez les sympathisants du parti présidentiel et de LR,

ces deux raisons ont plus de poids : 6% et 16 % chez Renaissance, 6% et 15% chez LR.

Ne pas éluder l'insécurité et l'immigration, condition indispensable pour permettre à la gauche de tenter de regagner les classes populaires

En outre, l'étude interroge les Français sur « les sujets [...] dont la gauche devrait davantage se saisir si elle veut parler aux électeurs du Rassemblement national ». Les cinq premiers sujets cités sont : « la lutte contre les insécurités du quotidien » (43%), « l'immigration » (40%), « le pouvoir d'achat » (33%), « la lutte contre l'islamisme » (32%) et « les services publics (école, santé...) » (17%). Sans surprise, les principaux intéressés, les sympathisants du RN, placent ces cinq thématiques beaucoup plus haut que la moyenne des répondants : 65% pour l'immigration, 52% pour l'islamisme, 49% pour l'insécurité, 39% pour le pouvoir d'achat. S'agissant des sympathisants du parti présidentiel, l'insécurité est à 61%, l'immigration à 52%, l'islamisme à 31%, les services publics et la laïcité *ex-aequo* à 25%. Les sympathisants de gauche pensent, quant à eux, qu'il faut leur parler d'insécurité (41%), certes, mais pas trop d'immigration (24%) ou de lutte contre l'islamisme (16%) et qu'en revanche, il faut surtout leur parler de pouvoir d'achat (40%) et de services publics (31%). Une potentielle divergence de vue qui augure d'une certaine difficulté à rallier l'électorat RN si la gauche refuse d'aborder la question de l'immigration. Mais elle peut ne pas l'aborder de manière frontale et tenter d'articuler étroitement enjeux sociaux et immigration de façon plus subtile. Car encore une fois, dans la note mentionnée ci-dessus, ce qui était frappant chez une partie de l'électorat RN, c'est que la peur de l'immigré n'apparaissait pas comme relevant strictement du champ idéologique. Elle repose tout autant sur une stigmatisation de l'immigré ou de l'étranger comme bénéficiaire d'aides de l'État, au détriment « des Français », dans un contexte de sentiment de dégradation des services publics (de façon plus schématique, c'est l'idée selon laquelle « l'argent public qui serait utile pour améliorer nos services publics est dépensé pour d'autres et notamment les immigrés »). En d'autres termes, cette stigmatisation de l'étranger repose parfois davantage sur une peur de « grand déclassement » (tant au niveau national qu'individuel) que sur celle « du grand remplacement ». Dès lors, apporter une réponse sociale au vote RN permettrait non seulement de « tomber juste » (en apportant des réponses sur les questions de pouvoir d'achat, des services publics, etc.) mais d'articuler ces sujets avec la question de l'immigration, en les « désarticulant » progressivement. Car le succès du RN repose sur sa capacité à avoir soudé tous ces sujets, avec l'immigration comme matrice-clé.

Et si, en se normalisant, le RN perdait de sa singularité ?

En dernier lieu, l'étude interroge[5] l'échantillon sur les faiblesses du RN et sur ce qui pourrait le faire baisser dans les prochaines années. 34% des personnes interrogées considèrent que ce qui pourrait faire baisser le RN est « le fait qu'il apparaisse comme un parti dangereux pour la démocratie » et 29% mettent en avant la faiblesse que représentent « les propos racistes de certains de ses représentants ».

Au-delà des arguments idéologiques, qui risquent de résonner principalement chez les « opposants absolus au RN », 26% des sondés soulignent « le manque de compétence de certains de ses représentants », un argument qui peut convaincre plus largement, notamment dans un contexte où les citoyens sont en demande de preuves concrètes et tangibles. Cette raison est avancée *ex-aequo* à 25% avec « le fait que d'autres partis s'emparent des sujets tabous dont ils parlent (sécurité, immigration, mode de vie des Français…) » et « le fait qu'il ne tienne pas ses engagements, qu'il renonce à certaines de ses mesures phares ». On voit poindre dans cette dernière raison une idée intéressante : le RN a tellement cherché à se dédiaboliser et se normaliser que, ce faisant, il va finir par se teinter des mêmes défauts que les autres partis. À savoir perdre en crédibilité en ne tenant pas ses engagements ou encore s'éloigner de la réalité du quotidien des Français à mesure qu'il se rapproche du pouvoir, une raison citée par 13% des sondés.

Le fait que les autres partis « fassent des propositions concrètes pour améliorer la vie des gens » n'est mis en avant qu'à hauteur de 17% des Français dans l'échantillon général alors que ce point est souligné par 26% des sympathisants de gauche, et par seulement 12% des sympathisants du RN. Pour ces derniers, ce qui pourrait affaiblir le Rassemblement national à l'avenir, c'est d'abord « le fait que d'autres partis s'emparent des sujets tabous dont ils parlent (sécurité, immigration, mode de vie des Français…) » à hauteur de 34%. Ce point est vraiment intéressant et central car cela signifie que plus que « le messager » lui-même, ce sont bien les sujets portés qui constituent le cœur de la bataille. Et qu'il y a potentiellement de la place pour d'autres au sein de cet électorat.

Conclusion

En guise de conclusion, il y a pour les partis de gauche une interrogation majeure qui se pose : faut-il chercher à convaincre les sympathisants du RN, en particulier les classes populaires, et tenter de les attirer vers un vote de gauche ou s'agit-il d'un combat perdu d'avance qu'il est inutile de mener ?

Les éléments présents dans cette enquête semblent *a minima* ouvrir des pistes pour nourrir la réflexion. Pour commencer, le dernier score cité, à savoir que, pour les électeurs RN eux-mêmes, le

principal frein à la prospérité du RN serait « le fait que d'autres partis s'emparent des sujets tabous dont ils parlent (sécurité, immigration, mode de vie des Français…) ». Cela signifie qu'ils ne seraient potentiellement pas sourds à un discours sur leurs sujets de préoccupations principaux portés par d'autres forces politiques. Cet élément est corroboré par les raisons avancées pour expliquer la déconnexion progressive de la gauche avec les classes populaires qui constituent le noyau dur de l'électorat RN, en particulier son incapacité à s'emparer du sujet de l'immigration. S'emparer de l'immigration ne signifie pas en faire l'alpha et l'oméga de son discours, à l'instar du RN. C'est essayer de comprendre les raisons de la montée en puissance d'un discours « anti-immigration » en France. Comprendre qu'il traduit en partie un malaise social. Et qui mieux que la gauche peut répondre à cette demande de social ?

L'extrême droite et la droite ont tellement centré les débats sur ces questions d'immigration et de sécurité qu'il n'est pas aisé de réussir à déplacer le sujet. Et il n'est pas dit que cette stratégie soit payante. Mais cela vaut la peine d'essayer, dans ce moment politique particulier et alors que les Français, en cette rentrée 2024, expriment dans les études une soif de solidarité, de lien social, de « vivre ensemble », à l'image de ce qu'ils ont entrevu pendant la parenthèse des Jeux olympiques et paralympiques. Des valeurs assurément de gauche.

1. Enquête BVA Xsight pour la Fondation Jean-Jaurès, *Comprendre les raisons du vote RN : quels leviers pour la gauche ?*, août 2024.
2. Plus inquiétant encore : comme l'a très bien souligné Antoine Jardin lors de la table-ronde au CamPuS du Parti socialiste à Blois le 30 août 2024, où cette étude a été présentée, si 42% sont prêts à le faire dans la population générale, cela signifie qu'il est très probable que dans la population qui se déplace le jour du vote, le score puisse atteindre 50% dans bien des circonscriptions électorales.
3. Enquête BVA Xsight pour *Ouest-France*, *Comprendre le vote des Français au premier tour des élections législatives*, réalisée le dimanche 30 juin 2024 auprès de 4000 personnes, dont 3735 inscrites sur les listes électorales.
4. Enquête BVA Xsight pour *Ouest-France*, *Comprendre le vote des Français au premier tour des élections législatives*, réalisée le dimanche 10 avril 2022 auprès de 3008 personnes, dont 2828 inscrites sur les listes électorales.
5. « Selon vous, qu'est-ce qui pourrait affaiblir le Rassemblement national à l'avenir ? » (trois réponses possibles = total > 100%).